

*Budget—M. Darling*

sement envisager la possibilité d'accroître le personnel des forces armées.

Il semble qu'il y ait eu également de brillants rapports sur notre splendide ministre des Finances (M. Chrétien). Je reconnaît que c'est un chic type, et un brave homme qui a beaucoup fait pour le pays ces derniers temps, mais en tant que ministre des Finances, il est dans une situation difficile. Il peut être l'homme le plus charmant du monde, et le plus engageant. J'ai eu l'honneur de siéger au comité qui l'a questionné lorsqu'il était ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, et il a tenu son rôle avec grande classe. Mais maintenant qu'il est au premier plan comme ministre des Finances, on l'a dit et on l'a redit, qu'il fasse la moindre bêtise et cela nous coûtera très cher, car il détient un poste clé. Je constate que son siège est vide et je suis heureux de constater que son secrétaire parlementaire arrive à la Chambre. Je lui demande donc, si son ministre est un type aussi épata, pourquoi diable nous trouvons-nous dans un pétrin financier tel que celui-ci?

Il semble que le ministre ne soit pas aussi rapide sur sa planche à roulette qu'il voudrait l'être, car en dépit de son exposé budgétaire de lundi dernier, il est encore poursuivi par l'inflation et le chômage. Les dernières augmentations qui ont suivi de très près la dernière tentative du ministre de restaurer la confiance dans notre pays, constituent une source de grande préoccupation et d'inquiétude pour tous nos concitoyens. La baisse continue du dollar a de quoi les alarmer. Il convient de rappeler à tous les Canadiens que, même lorsque le gouvernement essaye de concentrer tous ses moyens sur un problème, les résultats restent loin d'être encourageants.

Les dernières statistiques sur l'inflation amèneront certainement tous nos compatriotes à se rendre compte que nous allons devoir accepter une baisse de notre niveau de vie. Alors que d'un côté les augmentations de salaires seront limitées à 6 p. 100, la hausse des prix se poursuivra plus rapidement que celle des salaires.

J'ai été content d'apprendre la réduction des taxes de vente et j'espère que cela donnera un coup de fouet à la consommation, car l'économie en a bien besoin. Je suis cependant déçu que cette réduction ne soit que temporaire. Une période de six mois ne suffit pas à stimuler de façon importante et durable l'économie. De plus, la réduction prendra fin à l'un des moments de l'année les plus difficiles sur le plan économique, au moment où le chômage atteint un sommet et où l'approche de l'hiver poussera à la hausse le coût de la vie, ce qui se produit pratiquement chaque année.

La réduction de la taxe de vente ainsi que les nouvelles options offertes en vertu du régime enregistré d'épargne-retraite n'aideront pas tellement les groupes sociaux à faible revenu étant donné que cette catégorie de personnes ne risque guère d'être en mesure de se précipiter pour acheter les articles à prix élevés qui seront le plus touchés par la réduction de la taxe. Il est également vrai que l'avantage que représente la réduction de la taxe de vente sera rapidement effacée par la persistance d'un taux d'inflation élevé dans la plupart des provinces. Lorsque prendra fin la réduction de la taxe de vente dans six ou neuf mois, il y aura une nouvelle flambée des prix. En vérité, les effets des réductions de la taxe de vente sur l'inflation ne seront que temporaires. Même avec ces réductions, l'inflation avoisinera encore au moins 7 p. 100.

L'inflation nous a tous contraints à tenir compte du changement invertenu dans le pouvoir d'achat de notre dollar par rapport aux biens de consommation mais sa dépréciation constante nous a amené à considérer plus sérieusement encore la valeur du dollar canadien. Par rapport à sa valeur en 1971, notre dollar ne vaut plus maintenant que 59c.

• (1732)

En 1968, quand l'actuel premier ministre a pris la direction du gouvernement, notre dollar permettait d'acheter deux fois plus qu'aujourd'hui. Je ne devrais peut-être pas dire le «gouvernement», si l'on tient compte du roulement honteux des ministres. Au cours des dix dernières années, le pouvoir d'achat du dollar a diminué tandis que le gouvernement a laissé augmenter le chômage et l'inflation presque sans rien faire. A propos du dollar, je considère qu'il est particulièrement inquiétant que les investisseurs fassent si peu confiance au Canada. Pourquoi en est-il ainsi? Le gouvernement actuel a créé un climat économique qui rend les investisseurs méfiants et inquiète même les Canadiens. Nous avons tous lu dans les journaux et les magazines que de plus en plus de Canadiens vont placer leur argent dans le Sud ou tout au moins de l'autre côté de la frontière où ils se sentent plus en sécurité. Le climat politique et économique du Canada n'inspire pas confiance aux investisseurs pour le moment. Il faut agir, et vite, avant que les choses n'aillent pas de mal en pis. Le gouvernement doit adopter une stratégie économique au Canada au lieu d'une série de mesures de rafistolage comme celles qu'il nous a servies jusqu'ici. Les Canadiens méritent au moins cela.

On établit à un chiffre astronomique les sommes acheminées vers les États-Unis. Quand je suis allé dans l'Ouest, avec le comité du logement il y a deux ou trois ans, les personnes et les sociétés du secteur immobilier disaient qu'à cause des longueurs administratives et d'un grand nombre d'autres obstacles, un montant atteignant 1.4 milliard de dollars avait été investi aux États-Unis pour construire des appartements, des maisons, etc. J'en ai déjà parlé. Les investisseurs pouvaient aller aux États-Unis, et, sans trop de complications administratives, ils pouvaient entreprendre un lotissement ou la construction d'appartements en quelques mois tandis qu'ici, les délais dus à la planification ou à d'autres raisons pouvaient retarder les travaux de six ou sept ans. Je ne parle pas d'autres investissements, comme ceux qui ont été faits en Floride, état qui a attiré un grand nombre de Canadiens. Nous avons entendu dire que les francophones canadiens avaient décidé que le climat de la Floride était bien meilleur pour leurs investissements, et que des millions de dollars avaient été transférés dans cet état au détriment de l'économie canadienne.

Il n'est guère étonnant que le budget n'ait pas prévu le taux de chômage pour le reste de l'année. Le gouvernement n'a pas osé le faire compte tenu des dernières statistiques. Trente-huit mille chômeurs de plus, rien qu'en mars, ce qui donne au total 1,045,000 chômeurs. Le taux de chômage désaisonnalisé est passé de 8.3 p. 100 à 8.6 p. 100. Il est certain que je suis sceptique comme bien d'autres personnes, j'en suis sûr, quand au nombre réel d'emplois qui résulteront des propositions contenues dans le budget du ministre des Finances. Il est vraiment regrettable que le budget n'ait pratiquement rien fait pour régler ce qui est sans doute le plus grave problème que connaisse actuellement le pays. Il est extrêmement décevant